

**FLORIAN BACHELIER**

Ex-député LRM et fondateur de la France unie

**« LE PERSONNEL POLITIQUE N'EST PAS À LA HAUTEUR DU MOMENT »**

Après sa défaite aux législatives de 2022, le marcheur Florian Bachelier a fondé son propre mouvement. Cultivant le clivage par le passé, il tente aujourd'hui d'arrondir les angles et s'inquiète de la tournure du débat public.



Florian Bachelier dans le studio de la rédaction du Mensuel de Rennes et du Télégramme, le 20 octobre

D. Brunet

ROMAIN ROUX  
roux@telegramme.fr  
DAVID BRUNET

**Le Mensuel** : Lien entre immigration et insécurité, réduction de l'aide médicale d'État pour les étrangers, expulsion des fichés S... Ce sont des idées que l'on entend en ce moment chez les macronistes. Ce sont aussi des marqueurs politiques historiques du RN. Ce glissement vers la droite, vous l'assumez ?

**FLORIAN BACHELIER** : Il n'y a pas de glissement vers la droite. C'est une spécificité de l'espace public français : dès qu'on touche aux sujets migratoires, on est catégorisé à droite, voire à l'extrême droite, et considéré comme un crypto-fasciste. Moi, je sais d'où je viens. Je viens de la gauche. Plutôt de celle de Jean-Pierre Chevènement, qui était d'ailleurs taxé d'être à droite quand il parlait de ces sujets-là. Il faut arrêter de tomber dans la caricature. Dans ce choix entre l'extrême droite, qui considère – c'est une folie – la frontière comme un mur, et l'extrême gauche, qui pense qu'il n'y a pas besoin de frontières.

**S'emparer du thème favori d'un opposant, c'est une chose. Le faire en reprenant ses idées en est une autre. Combat-on un adversaire en lui donnant raison ?**

Notre projet comporte neuf chapitres et se résume en une phrase : « Accueillir moins pour accueillir mieux. » Il y a un équilibre, justement. Depuis quatre décennies, on commet des fautes morales, en restreignant le débat à « soit accueillir moins, soit accueillir mieux ». Je pense qu'il faut faire les deux. Vous ne citez que la première partie de notre proposition. Il faut dire que c'est souvent celle dont vous parlez... La France accueille mal, aujourd'hui, les étrangers ?

Regardons le parcours du jeune terroriste de 20 ans qui a assassiné le professeur Dominique Bernard (à Arras, le 13 octobre, NDLR). C'est un sujet dont tous les responsables politiques devraient s'emparer. Comment un gamin de 11 ans traverse neuf années dans l'école de la République et aboutit à ce geste ? On a eu des alertes. On sait qu'il a agressé sa mère et un professeur. La puissance publique n'a pas été capable, soit de rectifier le tir, soit de dire « dehors ». Et à la fin, on

“ SUR L'ACCUEIL DES MIGRANTS, IL FAUT QUE L'ÉTAT ASSUME SA RESPONSABILITÉ ”

a ce drame. Trois ans après Samuel Paty, en 2020. J'étais en fonction à ce moment-là. J'ai assisté à la cérémonie. À l'époque, il y avait de la sidération et une tristesse profonde. Cette fois, la sidération et la tristesse ont tout de suite fait la place à de la colère. Et on est aussitôt retombé dans les travers du commentaire.

**Le lien entre immigration et insécurité a longtemps été le fonds de commerce du Front national de Jean-Marie Le Pen. C'était un tabou et aujourd'hui, le dire est devenu presque banal. Mais quel est ce lien ? Pouvez-vous nous l'expliquer, avec des chiffres, des études ?**

Dans le cas de l'assassinat de Dominique Bernard, si vous ne voyez pas le lien, c'est qu'il y a un problème. La gauche républicaine s'est fait enfermer dans cet argument de l'extrême droite. Comme Jean-Marie Le Pen avait dit des horreurs, on ne voulait pas regarder le sujet. Le contrôle des frontières, l'accueil des étrangers... Pendant des années, la gauche a choisi le déni, les petites compromissions. De peur, justement, de se prendre la question que vous venez de poser. Et pourtant, c'est un sujet, me semble-t-il, éminemment de gauche. Parce qu'on parle de l'État-Nation. Parce qu'il s'agit de la protection des plus faibles.

**Concrètement, comment accueillir mieux ?**

La puissance publique doit assumer la décision d'accueillir. Moi, je ne critique jamais les associations qui prennent cela en charge. Ce n'est pas à elles de le faire, mais l'État leur délègue une sorte de mission de service public. L'enjeu de l'intégration à la République est trop sensible pour laisser cette charge à des associations, qui font ce qu'elles peuvent. Il faut que l'État assume sa responsabilité. Ne serait-ce que pour arrêter de voir ce ping-pong que l'on lit dans la presse, entre le préfet, la municipalité, le député... Personnellement, j'ai toujours essayé d'être mesuré sur ce sujet-là quand j'étais en fonction parce que je ne voulais pas en faire un objet de polémique. C'est précisément ce qui est en train d'arriver et cela m'angoisse profondément.

**On a le sentiment que le RN est en train de gagner la bataille des idées. La majorité a-t-elle une part de responsabilité en normalisant ce parti et ses thèses ?**

Les tweets de Mathilde Panot (présidente du groupe parlementaire LFI, →



→ NDLR, c'est le RN qui les écrit ? Quelle est la responsabilité de la France insoumise, notamment depuis les horreurs commises le 7 octobre par le Hamas en Israël ? Qui pollue le débat public ? D'une manière générale, le personnel politique n'est pas à la hauteur du moment. Il ne peut pas y avoir d'unité nationale sans vision, sans grand projet pour l'école, pour l'écologie, pour la sécurité. On est en train de créer un climat totalement déraisonnable qui, vous avez raison, fait monter le RN. Mais il ne suffit pas de dire « arrêtons de parler des sujets que l'extrême droite aborde ». **Certains, dans votre majorité et au gouvernement, mettent-ils de l'huile sur le feu ?**

On n'est globalement pas bon. Et je ne jette pas la pierre uniquement du côté des oppositions. Je pense que la majorité fait des erreurs. Moi-même je peux avoir le réflexe de dire des méchancetés. Mais je pense que le moment ne le permet pas et jessaie de m'astreindre à cette discipline. Il y a des temps pour tout. Quand un professeur a été égorgé dans une école de la République, c'est stop. Fin de la récré. On se saisit des bons sujets et on fait des propositions. On ne se contente pas de slogans.

**Gérald Darmanin propose d'expulser les personnes fichées S, quitte à se mettre en dehors des conventions internationales, voire de la Constitution. Cela vous choque-t-il, vous, l'avocat, qu'un ministre milite pour ce genre d'entorse à l'État de droit ?**

Je comprends le réflexe. La volonté est de diminuer le niveau d'anxiété. Je pense, moi, qu'il ne faut jamais, ô grand jamais, transiger avec les grands principes. C'est valable pour la majorité, c'est valable pour les oppositions.



Florian Bachelier a été battu aux législatives de 2022 par le socialiste Mickaël Bouloux dans la 8<sup>e</sup> circonscription d'Ille-et-Vilaine, à 42% contre 58%.

Il faut revenir aux fondamentaux et quitter les fondamentalistes.

**La Nupes explose depuis la décision du Parti socialiste, auquel vous avez appartenu, de ne plus y participer jusqu'à nouvel ordre. Qu'en pensez-vous ? Bon débarras ?**

Vous voyez, vous me soumettez à la tentation de dire des méchancetés ! Non, je ne dis pas bon débarras. Je vais vraiment passer vingt secondes sur ce sujet parce que, sinon, je vais contredire mes propos sur la nécessaire unité nationale... On ne découvre pas en 2023 que la France insoumise est soumise à la tentation frénétique. Il y a du clientélisme avec une partie de l'islamisme. En 2019, une manifestation avait été organisée avec les Frères musulmans, à quelques dizaines de mètres du Bataclan, au cri de « Allah akbar ». Dedans, il y avait des membres

de LFI. Quand les partis de la Nupes ont décidé de se soumettre aux insoumis, ils le savaient. Pour moi, mais aussi pour Bernard Cazeneuve ou Jean-Pierre Chevènement, la France insoumise, c'est tout sauf la gauche. Elle oublie les grands principes de laïcité, de méritocratie, d'école républicaine. Mais pour une poignée de sièges, ces partis ont décidé de faire autrement.

**Mettez-vous sur le même plan LFI et le RN, comme le font un certain nombre de vos amis politiques ?**

Je ne vais pas perdre du temps à donner des brevets de méchants ou de gentils, comme l'a fait la gauche pendant des années. Les gens s'en foutent. J'espère en tout cas qu'il y a une prise de conscience, au sein du PS et d'EELV, mais aussi chez les électeurs. Nous, à la France unie, on essaie de construire un

projet alternatif. Je ne vais pas perdre du temps à départager les uns et les autres. Cela n'a pas grand intérêt.

**À propos du Parti socialiste : la maire, Nathalie Appéré, s'est beaucoup exprimée à la rentrée sur la sécurité. C'était l'un des grands sujets de discorde entre elle et vous, à l'époque où vous étiez député. Elle estime que le trafic de drogue est la source de la plupart des problèmes d'insécurité et réclame un plan de lutte national et européen. Là-dessus, vous vous rejoignez ?**

C'est elle qui me rejoint enfin : c'est ce que je dis depuis des années ! Sérieusement, je me suis beaucoup exprimé sur la sécurité pendant mon mandat et ma campagne parce que les Rennais m'en parlaient beaucoup. Et, pour revenir à votre première question, les amis mélenchonistes de la maire

ne voulaient pas en débattre, parce qu'ils considéraient que c'était un sujet d'extrême droite. Je me suis vu traiter

**IL Y A PLUSIEURS FAÇONS DE SERVIR**

de fasciste. Mais je ne veux pas rentrer dans ce débat. Mon sujet, c'est la France unie, et non pas Rennes unie. **Vous, Rennais, militant, n'avez pas d'avis sur ce qu'il se passe à Rennes ?**

Je trouve qu'il n'y a pas de vision dans cette ville. C'est de la gestion, avec énormément de déni et de clientélisme. J'admire profondément la patience de Carole Gandon, qui est la cheffe de file de l'opposition et qui essaie de faire avancer des idées. Mais je ne suis pas objectif (Carole Gandon est aussi sa compagne, NDLR). Après, il y a des gens formidables dans la majorité municipale. David Travers, Honoré Puil... Ce sont des gens bien. **Je précise : il s'agit d'un élu non-encarté et d'un membre du parti radical.**

Marc Hervé aussi est formidable (premier adjoint à la maire et socialiste, NDLR) ! Je veux dire par là qu'on n'est pas d'accord sur tout. Mais au moins, chez eux, je ne retrouve pas le sectarisme que je peux voir parfois chez Madame Appéré.

**Vous avez fondé votre propre mouvement, la France unie. Quelle est sa raison d'être ?**

C'est un club de réflexion et un mouvement politique. Il a pour vocation de rassembler les intellectuels et les professionnels. En partant du réel, on veut aller vers l'idéal, en faisant des propositions très concrètes. Sans perdre une minute à se demander si une idée est de droite ou de gauche. On est aujourd'hui un peu plus de 1 000. Mais on travaille aussi avec des gens qui ne sont pas membres. Récemment, j'ai vu Thierry Pech de la fondation Terra Nova. Je travaille avec Dominique Reynié, Jean-Pierre Chevènement... L'idée, c'est d'arriver en 2027 avec des propositions et d'influencer la majorité. Je suis inquiet pour mon pays. Et il est frustrant de voir que le débat public n'est pas au niveau.

**En général, on monte un mouvement pour des élections. Réfléchissez-vous à une candidature ? Ou tirez-vous un trait définitif sur les élections ?** Ce n'est absolument pas le sujet. Moi, je suis très heureux d'avoir repris mon métier d'avocat. Et j'essaie de contribuer aux débats politiques. Il y a plusieurs façons de servir. ●

LA RENNES POLITIQUE

LA RENNES POLITIQUE

Retrouvez l'intégralité de cette interview dans le podcast La Rennes politique, sur letelegramme.fr